

RAPPORT N° 2022/2-02
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022

OBJET

MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET DE STRUCTURATION DES RESEAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SUR LE SECTEUR DE BRAS DOUYERE A SAINTE-SUZANNE - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par Délibération N° 2021/4-04 du 13 juillet 2021, vous m'avez autorisé à solliciter les financements auprès de de l'Office Français de la Biodiversité dans le cadre de la Solidarité Interbassins.

Le plan de financement présenté était le suivant :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Plan de relance gouvernemental	80 %	2 080 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	520 000,00 €
TOTAL (HT)		2 600 000,00 €

Le coût de l'opération a été actualisé, en effet les travaux à réaliser ont été modifiés.
Les nouveaux travaux comprennent :

- La réhabilitation et le renforcement du réservoir Bras Douyère ;
- Les Aménagements extérieurs du site Bras Douyère ;
- Un renforcement du réseau sur le chemin Victor Bellier Commune Carron ;
- Un renforcement du réseau sur le chemin de l'Ecole Commune Ango.

La participation de l'OFB s'établirait comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux	Montant (HT)
Office Français de la Biodiversité	Plan de relance gouvernemental	Totalité de l'opération	2 200 000,00 €	80 %	1 760 000,00 €

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le nouveau plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Plan de relance gouvernemental	80 %	1 760 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	440 000,00 €
TOTAL (HT)		2 200 000,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le nouveau plan de financement précédent pour les travaux de renforcement et de structuration des réseaux d'alimentation en eau potable sur le secteur de Bras Douyère à Sainte-Suzanne,
- autoriser le Président à solliciter une subvention d'un montant de **1 760 000,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité sur la base du montage financier précédent,
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **440 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/2-02
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET

MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT POUR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT ET DE STRUCTURATION DES RESEAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE SUR LE SECTEUR DE BRAS DOUYERE A SAINTE-SUZANNE - Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-02 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le nouveau plan de financement suivant pour les travaux de renforcement et de structuration des réseaux d'alimentation en eau potable sur le secteur de Bras Douyère à Sainte-Suzanne.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	80 %	1 760 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	440 000,00 €
TOTAL (HT)		2 200 000,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter, sur la base du montage financier précédent, l'obtention d'une subvention d'un montant de **1 760 000,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **440 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 12 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-02-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022